

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 80

**DECISION DU PRESIDENT**

**DU 9 AVRIL 2021**

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-ET-UN, LE NEUF AVRIL,  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°18 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A L'EPFIF DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN POUR LE BIEN SIS  
1 BOULEVARD DU PRESIDENT KENNEDY A VILLEPINTÉ POUR LE LOT N°10322, CADASTRE SECTION BM N°226, 228, 229**

**Le Président,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,

**Vu** l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,

**Vu** la délibération n°2012-108 du conseil municipal de Villepinte en date du 4 juillet 2012 instituant le droit de préemption urbain,

**Vu** la délibération n°16 du conseil de territoire en date du 1<sup>er</sup> mars 2021 décidant de renforcer le droit de préemption en y soumettant les aliénations et les cessions mentionnées à l'article L 211-4 du code de l'urbanisme sur le périmètre du Parc de la Noue à Villepinte

**Vu** la délibération n°16 du conseil de territoire en date du 1<sup>er</sup> mars 2021 approuvant la convention d'intervention foncière avec l'EPFIF sur le périmètre du Parc de la Noue à Villepinte,

**Vu** la délibération n° 49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,

**Vu** la déclaration d'intention d'aliéner (DIA), RG n°15/05723, établie par le tribunal judiciaire de Bobigny, en application des articles L. 213.2 et R. 213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 7 décembre 2020 en mairie de Villepinte, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'adjudication sur surenchère rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire du lot n°10322 (un appartement) situé dans le bâtiment A, escalier unique, 5<sup>ème</sup> étage gauche, et du lot n°10386 (une cave) situé dans le bâtiment A, escalier unique, au sous-sol, dépendants d'un ensemble immobilier dénommé « Parc de la Noue » sis 1 boulevard du Président Kennedy, à Villepinte et cadastré sections BM n°226, 228, 229 et des parties communes y afférentes.

**Considérant** qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à un établissement public y ayant vocation comme un établissement public foncier,

**Considérant** que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans le périmètre défini dans la convention d'intervention foncière entre l'EPT et l'EPFIF approuvée par le conseil de territoire le 1<sup>er</sup> mars 2021 et répond aux objectifs d'intervention de l'EPFIF,

**Considérant** en conséquence qu'il convient de déléguer à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

**DÉCIDE**

**Article 1** **De déléguer** à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé à Villepinte, 1 boulevard du Président Kennedy, cadastré à Villepinte, section BM n°226, 228 et 229 tel que décrit dans la DIA susmentionnée.

**Article 2** **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
- Monsieur le Directeur de l'EPFIF,
- Madame le Maire de la commune de Villepinte.

La présente décision sera affichée au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

**Article 3** **D'informer le délégataire** qu'il est tenu de transmettre à la ville de Villepinte les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme

**Article 4** **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérécourts citoyens accessible par le site internet [www.telerecourts.fr](http://www.telerecourts.fr)

**Pour extrait conforme**



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20210409-18-09-04-2021-AU  
Date de télétransmission : 13/04/2021  
Date de réception préfecture : 13/04/2021

Le Président  
**Bruno BESCHIZZA**